



SYNDICAT NATIONAL DES
FINANCES PUBLIQUES
Section de l'ARIEGE

**DECLARATION LIMINAIRE INTER-SYNDICALE POUR LE CDAS 09
DU 19 NOVEMBRE 2019**

Monsieur le Président,

Aujourd'hui encore et plus que jamais, force est de constater que l'avenir des administrations des Finances n'est pas au beau fixe. Ce que nous annonce le président de la République par le biais de rapporteurs zélés, Delevoye et Gardette, tant au niveau de nos futures retraites, que de l'évolution des missions de la DGFIP et de la DGDDI suscitent les plus vives inquiétudes des personnels quant à leur avenir et la préservation des acquis.

"A l'aube de grandes reformes aux impacts majeurs dans la vie professionnelle et familiale des agents, plus que jamais nous revendiquons le maintien d'une action sociale de qualité bénéficiant à tous les agents."

Si l'on considère l'avenir de notre département par le prisme de l'action sociale, les mots « flottement » voire « abandon » nous viennent à l'esprit, ce qui n'augure rien de bon ni pour les agents ni pour les usagers du service public.

Nous vous interpellons aujourd'hui sur la situation du département de l'Ariège où l'action sociale est en voie de désertification. *C'est M. Cauvin, lui-même, qui dans le courant de l'été a avertit les OS, puis tous les agents du département de son départ. C'est encore lui qui nous a annoncé l'identité de sa remplaçante. Ces informations, loin d'être anodines, n'ont pas été officiellement diffusées par vous M. le président du CDAS*

Il en va de même pour le départ de l'assistance sociale, et de l'absence prolongée du médecin de prévention.

L'AS de l'Ariège est une coquille vide et *faute d'anticipation de ces départs, l'Ariège se retrouve avec 2 "intérimaires" sans avoir aucune vision sur l'avenir de son action sociale locale.*

Nous avons fait connaissance de Mme Rosetti lors de la préparation de ce CDAS . Elle supplée temporairement jusqu'au 1^{er} janvier 2020 et ce depuis le Tarn où ses fonctions l'occupe déjà à plein temps.

Nous l'en remercions mais cette situation, et vous le savez Monsieur le Président n'est ni pérenne, ni normale.

Nous vous interpellons aujourd'hui, Monsieur le Président, en ces temps d'adversité et de fragilité des agents (fragilité sociale, financière, psychologique) sur votre obligation de tout mettre en œuvre afin que l'action sociale du département de l'Ariège soit à nouveau « habitée » et au service des agents.

Car oui l'AS en Ariège doit être maintenue car elle répond à de réels besoins des agents et nous vous demandons avec force M.Le Président de tout faire pour qu'il en soit ainsi